

Numéro	DL260930-DIV01	
Nature de l'acte	Délibération	
Matière	Libertés publiques et pouvoirs de police – Police municipale	
Objet	Feuille de route de la sécurité et de la tranquillité publique	

VILLE D'ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN

Extrait du registre des délibérations Conseil municipal du 30 septembre 2026 à la salle des fêtes municipale

L'an deux mil vingt-six le trente du mois de septembre à dix-huit heures trente minutes, le Conseil municipal s'est réuni à la salle des fêtes municipale - en session ordinaire - sur convocation et sous la présidence de Monsieur Thibaud PHILIPPS, Maire.

Etaient présents :

PHILIPPS Thibaud, Maire, HECKEL Huguette, SAIDANI Lamjad, MASSE-GRIESS Dominique, SCHEUER Serge, DREYFUS Elisabeth, RICHARD Yvon, RIMLINGER Barbara, MADANI Naïma, HAAS Philippe, Adjoints, TRAPPLER Francis, SEIGNEUR Sylvie, FELLMANN Evelyne, FRUH Marie-José, VANDERLIEB Christine, KAYSER Joëlle, MARIVAL Sylvie, KIEHL Fabrice, BUCHHOLZER Jean-Christophe, LEVY Thomas, CLAUS Stéphanie, DUFANT Véronique, HERBEAULT Cédric, MONZINGER Nadine, MACIAZEK Pierre, BRANCHEREAU Loïc, CHABAN Ivan, TISSIER Elise, MAGDELAINE Séverine, DURAND Jérémie, LOUIS Lucas, FRIEDRICH Marc, VIVET Laurent, Conseillers

Etaient absents :

- Monsieur FRUH Hervé ayant donné procuration à Monsieur RICHARD Yvon
- Monsieur HURELLE Gautier

Secrétaire de séance : Monsieur Alexandre VINCENT-BEAUME,
Directeur général des services

Nombre de conseillers présents :	33
Nombre de conseillers votants :	34
Date de convocation et affichage :	24 septembre 2026
Date de publication de la délibération :	9 octobre 2026
Date de transmission au Contrôle de Légalité :	9 octobre 2026

Accusé de réception en préfecture
067-216702183-20260930-DL260930-DIV01-DE
Date de réception préfecture : 09/10/2026

Numéro	DL260930-DIV01	1/4
Matière	6.1. Libertés publiques et pouvoirs de police – Police municipale	

II. FEUILLE DE ROUTE DE LA SÉCURITÉ ET DE LA TRANQUILLITÉ PUBLIQUE

La sécurité et la tranquillité publiques constituent une priorité de l'action municipale et une condition essentielle de la qualité de vie à Illkirch-Graffenstaden.

La commune entend poursuivre une politique de sécurité fondée sur une présence active sur le terrain, la prévention, la proximité avec les habitants, la réactivité face aux troubles du quotidien et une coopération étroite avec l'ensemble des acteurs concourant à la sécurité.

Aux termes de l'article L. 2542-2 du Code général des collectivités territoriales, le Maire est chargé de la police municipale et de la police rurale. L'article L. 2542-3 du même code définit les missions de la police municipale, notamment en matière de bon ordre, de sûreté, de sécurité, de salubrité et de tranquillité publiques.

Dans ce cadre, les agents de police municipale exercent, sous l'autorité du Maire et dans la limite de leurs attributions, les missions de prévention et de surveillance du bon ordre, de la tranquillité, de la sécurité et de la salubrité publiques. Ils assurent également l'exécution des arrêtés de police du Maire et constatent les infractions relevant de leurs compétences.

La Ville souhaite aujourd'hui donner à son action en matière de sécurité et de tranquillité publiques un cadre stratégique lisible, pluriannuel et adapté aux réalités d'une ville de la dimension d'Illkirch-Graffenstaden.

Cette démarche porte une ambition claire :

- une ville protectrice, une Police municipale proche des habitants ;
- une réponse ferme aux comportements qui troublent la vie quotidienne et des résultats régulièrement évalués.

La sécurité du quotidien ne repose toutefois pas sur la seule Police municipale. Elle suppose une mobilisation coordonnée de la Ville, de la Police municipale, de la Police nationale, de la Justice, des acteurs associatifs, des bailleurs, des établissements scolaires, des acteurs économiques et, plus largement, des habitants.

La coopération avec les services de l'État constitue ainsi un élément essentiel de cette politique. La convention de coordination entre la Police municipale et les forces de sécurité de l'État précise notamment la nature et les lieux des interventions de la Police municipale ainsi que les modalités de coordination avec la Police nationale et la Gendarmerie nationale.

La feuille de route « Sécurité et tranquillité publique » constitue dès lors le cadre stratégique de l'action municipale pour les prochaines années.

Numéro	DL260930-DIV01	2/4
Matière	6.1. Libertés publiques et pouvoirs de police – Police municipale	

Elle repose sur **six grandes priorités** :

1. Renforcer la Police municipale et sa présence sur le terrain
2. Protéger les écoliers, les jeunes, les familles et les seniors
3. Combattre les incivilités et les nuisances du quotidien
4. Renforcer le réseau de caméras et garantir son efficacité
5. Obtenir une coopération opérationnelle renforcée avec l'État
6. Développer la prévention et la tranquillité publique au plus près des quartiers

Cette feuille de route a vocation à constituer un document évolutif.

Sa mise en œuvre fera l'objet d'un suivi régulier permettant d'évaluer les actions engagées, d'identifier les nouvelles problématiques et d'adapter les priorités municipales.

Cette démarche permettra également de rendre compte au Conseil municipal des principales actions conduites et de leur évolution.

Il est proposé au Conseil municipal d'adopter cette feuille de route et d'affirmer ainsi la volonté de la Ville de poursuivre une politique de sécurité du quotidien ambitieuse, pragmatique et fondée sur la proximité.

Il est proposé au Conseil Municipal de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil municipal,

- VU** le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2542-2 et L. 2542-3 ;
- VU** le Code de la sécurité intérieure, notamment son article L. 511-1 ;
- VU** les dispositions législatives et réglementaires relatives aux missions et à l'organisation des services de Police municipale ;
- VU** la convention de coordination des interventions de la Police municipale et des forces de sécurité de l'État, le cas échéant ;
- VU** le projet de feuille de route « Sécurité et tranquillité publique » annexé à la présente délibération ;

Numéro	DL260930-DIV01	3/4
Matière	6.1. Libertés publiques et pouvoirs de police – Police municipale	

- CONSIDÉRANT** que la sécurité et la tranquillité publiques constituent une condition essentielle de la qualité de vie des habitants ;
- CONSIDÉRANT** que le Maire exerce les pouvoirs de police municipale dans les conditions prévues par la loi ;
- CONSIDÉRANT** que la Police municipale constitue un acteur essentiel de la prévention et de la surveillance du bon ordre, de la tranquillité, de la sécurité et de la salubrité publiques ;
- CONSIDÉRANT** que l'évolution des attentes des habitants et des problématiques rencontrées sur le territoire justifie la définition d'un cadre stratégique pluriannuel ;
- CONSIDÉRANT** que cette politique doit reposer sur la proximité, la prévention, la présence sur le terrain et la coopération avec les services de l'État et l'ensemble des partenaires concernés ;

après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1^{er} :

Le Conseil municipal prend acte de la Feuille de route « Sécurité et tranquillité publique » de la Police municipale d'Illkirch-Graffenstaden, annexée à la présente délibération.

ADOpte LA PRÉSENTE DÉLIBÉRATION

POUR : **30**

CONTRE :

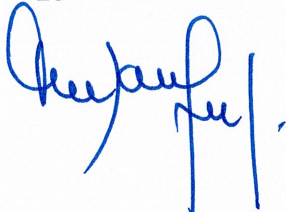
ABSTENTION : **4**

MADGELAINE Séverine, DURAND Jérémy, LOUIS
Lucas, FRIEDRICH Marc

Numéro	DL260930-DIV01	4/4
Matière	6.1. Libertés publiques et pouvoirs de police – Police municipale	

Pour extrait conforme

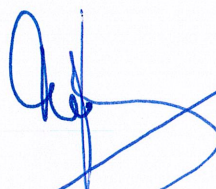
Le Maire



Thibaud PHILIPPS



Le secrétaire de séance



Alexandre VINCENT-BEAUME

Voies et délais de recours : La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux, devant le Tribunal administratif de Strasbourg sis 31, avenue de la Paix – BP 51038 67070 Strasbourg Cedex, ou via l'application « Télérecours » sur le site internet <https://www.telerecours.fr> (articles R.414-1 et R. 414-2 du code de justice administrative) dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions de l'article R.421-1 du code de justice administrative.
L'auteur de la décision peut également être saisi d'un recours gracieux dans le même délai. Cette démarche prolonge le délai de recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse.